

TOULOUSE
18 et 25 mai,
au Bijou, soirées de
chansons libertaires.
Programme P. 2.

TOULOUSE, les 17, 18 et 19 MAI 1996

53^e CONGRÈS de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

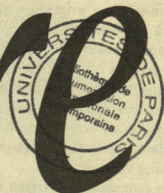
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 MAI 1996

N° 1043

10,00 F



JOURNÉES PACIFISTES À DIE (DRÔME) LES 18 ET 19 MAI

« PLUS JAMAIS ÇA ! »



La soldatesque dans ses œuvres. Ici, le 19 février 1988 à Naplouse (Cisjordanie), des soldats israéliens s'en prennent à un Palestinien. Photo Eric Peterberg / AFP.

« PLUS JAMAIS ÇA ! » disaient les soldats en 1918. Aujourd'hui : « Ginette, arrête le mixer, je n'entends pas les bombardements sur Bagdad » dit l'homme devant sa télévision.

N'importe quel citoyen est désormais plus informé que les militaires sur les guerres. Avec doigté, il peut même en suivre plusieurs en direct ; au choix : Irak, Rwanda, Tchétchénie, Balkans... et confondre les sirènes de Tel-Aviv ou les klaxons des ambulances de Sarajevo avec ce qui se passe en bas de chez lui.

Et nous sommes des petits gâtés.

Les « précisions chirurgicales » des bombardements et les performances de nos Patriot donnent un petit aperçu des progrès matériels mis au service de l'Homme.

A vrai dire, la guerre est tellement programmée, avec réflexion, avec tranquillité, sans passion incontrôlée, qu'avant même qu'elle soit déclarée (plus que deux jours, J-1, plus que dix heures, la guerre est... en retard de 20 minutes, en raison du décalage horaire !), on se bat pour savoir si les tables de négociation seront carrées, rondes ou ovales. Le cynisme n'est pas toujours du côté que l'on croit.

Les « Hulot » de la guerre, transpirant, bottés, crottés, baissant la tête sous les balles et sautant entre les mines, trépigment de nous donner des sueurs, aux journaux télévisés.

Cynique banalisation

Reliés à la censure militaire, servant les plats avariés des dirigeants et surtout grâce à l'autocensure du consensus (nous !), les médias nous enrobent la funeste réalité, et dans un rôle abstrait et pervers « tirent » de leur sac des adjectifs dont l'excitation jubilatoire n'a d'égale que l'absence totale d'émotion : guerre du droit, tout faire pour éviter ça, coalition internationale, soldats de la paix, droits de peuples, tempête du désert (naturelle ?) ou raisins de la colère (politiquement correct). A quand *Crime et châtiment* (Dostoïevski) ou *De l'assassinat considéré comme un des beaux-arts* (De Quincey, 1827). La guerre mise

(suite p. 2)

Non au partage de la misère et du chômage !

Licencions les patrons !

Le mouvement de novembre-décembre 1995, s'il est porteur d'espoir pour les luttes à venir, n'en a pas pour autant suffi, et de loin, à bloquer la politique du gouvernement. La raison en est simple : l'enjeu était élevé, très élevé... Dans le système capitaliste, le marché mondial, aujourd'hui encore bien plus qu'hier, réduit drastiquement la marge de manœuvre des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, « libéraux » ou « sociaux ». L'intégration mondiale des économies « nationales » (qui, de fait, n'existent plus réellement) conduit partout aux mêmes politiques : pour les bourgeoisies, il s'agit de faire baisser le prix du travail, de créer des zones de production à moindres coûts, y compris dans les pays dits « riches » ; il s'agit de limiter les déficits budgétaires et de casser les services publics (qui ne sont pas générateurs de profits) ; il s'agit de rechercher partout plus de compétitivité, de flexibilité...

Face à cela, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de réforme et pas de « dialogue social » possibles : les moindres revendications pour l'amélioration de nos conditions de vie deviennent inacceptables par le pouvoir, à partir du moment où, par définition, elles s'opposent au démantèlement des « acquis sociaux ».

La bourgeoisie est décidée à ne rien lâcher...

Par conséquent, soit on accepte les règles du système soit on les refuse !

Si on se résigne à la logique capitaliste, on accepte forcément ce qui en découle. Et par exemple la revendication de la réduction du temps de travail se transforme logiquement en « partage du travail », avec baisse des salaires et accroissement de la flexibilité ; le chômage, la précarité deviennent des « fatalités », le RMI et les restaurants du cœur sont acceptés comme de nécessaires et d'inévitables « moindres maux ». Par contre, si l'on veut lutter pour l'égalité et la justice sociale, si l'on veut faire aboutir des revendications comme la réduction du temps de travail uniforme et avec augmentation du pouvoir d'achat, une protection sociale couvrant intégralement tous les besoins de santé, des écoles et des universités au service de l'éducation et de l'émancipation des individus..., il faut remettre en cause les bases mêmes de l'organisation de cette société.

Ces luttes, pour prendre une signification (et ne pas rester des gesticulations d'appareils politiques et syndicaux embourbés dans l'illusion du réformisme) doivent être pensées en rupture radicale avec le capitalisme et l'Etat et doivent intégrer des pratiques de solidarité mondialiste des travailleurs !

En définitive, et puisqu'il n'y aura pas de politique et de « réforme de gauche » possibles, la question sociale ne nous laisse que deux alternatives : la révolution libertaire ou... la barbarie !

RÉGIS

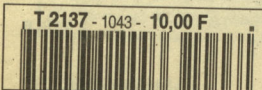
(groupe Kronstadt - Lyon)

TOULOUSE

Conférence de presse de la Fédération anarchiste
le jeudi 16 mai, à 16 h, au 36, rue de Cugnaux,
dans le cadre de son 53^e congrès.

...

« DU SEXISME ORDINAIRE :
IMPRESSIONS SUR PAPIER »
Exposition à l'athénée Albert-Camus
36, rue de Cugnaux (M^o Arènes ou Patte-d'Oie)
du lundi 20 au vendredi 25 mai
tous les jours, de 17 h 30 à 20 h.



FOP 2520

« Plus jamais ça ! »

(Suite de la « une »)
 en scène comme un spectacle, la violence banalisée, à la portée de tous. Vous, nous sommes tous invités à la faire, minute après minute, missile après missile.

Citoyens exigeants

Eh bien non ! nous sommes encore nombreux (de toutes sensibilités politiques, philosophiques, religieuses ou sans !) à ne pas jouer avec ces mots et à vouloir

comprendre comment on en est encore là ! Comment, en Occident, berceau des droits de l'Homme (?), haute autorité morale du monde (?) peut-on faire encore crédit à ce comportement de « primate » qui consiste à exterminer, humilier, l'autre pour résoudre les conflits que l'on a avec lui ?

Il y a toujours une guerre quelque part, ainsi que des après-guerres ressemblant à s'y méprendre à la guerre elle-même (les après-guerres existent-elles vraiment ?).

Logique économique ? Vision du monde ? Mode de vie ? Sommes-nous prêts à nous y habituer ?

A Die, les 18 et 19 mai

A Die, nous répéterons inlassablement « qu'obtenir par la force, c'est ne rien obtenir ! ». Au programme de nos deux journées pacifistes, il y aura en permanence une exposition d'affiches, de photos, de dessins d'enfants, de sculptures, mais également des animations de rue, de la musique, des films, un forum associatif.

Le samedi 18 mai, Pierre Rabhi, Driss Chraïbi et quelques autres animeront un débat, qui sera suivi d'un concert, avec Lune et Loup, Les Gueules d'Aminches et Quintana Roo.

Le dimanche 19 mai, Daniel Durant, Ivan Othenein et autres animeront un autre débat, suivi d'un concert avec Melting Pote et Sinsemilia.

Avant qu'il ne soit trop tard, venez faire entendre les voix multiples de la paix. Venez montrer le plus grand nombre de ses visages. Venez partager la chaleur.

L'ASSOCIATION « CYGALE »
 et LE COLLECTIF
 « BOUGE POUR LA PAIX »
 (tél. : 75.22.41.51 et 75.22.10.13)

TOULOUSE
 18 et 25 mai - 21 h 30
 au Bijou
 123, avenue de Muret
**DEUX SAMEDIS SOIRS
 DE CHANSONS
 LIBERTAIRES**

**Le 18 mai
 JEAN-MARC
 LECLERCQ**
 (ex-Rosemary's Babies
 et ex-Evadé d'Alcatraz)
 et ses MAMOUTHS
 (pour du country tzigano-slavo-
 méditerranéen)
**ET
 LES CHANTEURS
 LIVREURS**

**Le 25 mai
 JEAN-MARC
 LECLERCQ**
 et ses MAMOUTHS
**ET
 JACQUES YVART**
 (chanteur pacifiste,
 interprète des poèmes
 de Brassens, Giono et Ferré)

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

DES BARRIÈRES avaient été disposées soigneusement autour de l'Opéra municipal. En tenue bourgeoise, en tenue de gala ou en tenue anti-émeute, les représentants de la force publique quadrillaient la place (de l'Opéra) sur laquelle les libertaires n'allaient pas tarder à prendre position.

En ce 4 mai, on jouait Clovis à l'Opéra. Ce jour-là, donc, Jean-Marie Le Pen, Jean-Marie Le Chevallier (le maire), Cendrine (son épouse) et tous leurs copains étaient plongés dans la « bien belle histoire » de France. La soirée privée, subventionnée néanmoins par les contribuables toulonnais (1), fut malheureusement perturbée par une chorale cosmopolite et bruyante.

Avant d'en arriver à une telle cacophonie, un rassemblement avait eu lieu quelques centaines de mètres plus loin, sur le port. Quarante associations, syndicats et partis avaient décidé de s'opposer moralement (sic) à la projection de la très mauvaise série B.

Le Parti socialiste, voué au culte de l'immobilisme, avait même négocié sa présence sur le mode de la condition suivante : pas de marche en ville. Peut-être a-t-il même omis malencontreusement d'inviter ses adhérents et sympathisants, mais toujours est-il que la présence du PS à ce rassemblement se limita à une mémorable allocution, véritable plaidoyer pour la défense des colleurs d'affiches du parti, agressés la veille au soir.

Les quelque 800 personnes présentes ont écouté religieusement ces propos, ont applaudi, puis ont écouté les autres intervenants et enfin de beaux poèmes. Le soleil, écrasant, en poussa quelques-uns jusqu'aux terrasses des cafés — omniprésents — où elles purent se désaltérer après l'« effort ».

Comme nous, anarchistes, étions nombreux ce jour-là, nous en avons profité pour faire un peu de bruit... tant on n'en pouvait plus de sécher au soleil. Et d'encourager ceux qui n'étaient pas encore partis du lieu de rassemblement à nous emboîter le pas en direction de la place de l'Opéra. Alors les organisateurs dudit rassemblement de crier aux fous et de demander la dissolution immédiate de la manifestation. Non sans avoir auparavant eu le temps de dévoiler leur tactique infailible pour éradiquer le fascisme, à savoir :

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication :
 André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie,
 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145
 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — La Vigie
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

TOULON

Le FN à l'Opéra
 les anars dans la rue
 et le PS... en rade



« Voter aux prochaines élections municipales ! ».

De notre côté, nous « les anars », avons donc mis le cap vers l'Opéra, toutes banderoles dehors et ainsi avons improvisé, avec des copains de la CNT d'Aix-en-Provence et d'autres libertaires venus de Marseille, un défilé fort du tiers du rassemblement initial. Un défilé qui réveilla à coup sûr une population passablement amorphe.

Allions-nous vivre le remake du 21 janvier 1995 : avaler des gaz lacrymogènes, prendre des coups sur la gueule et finir inculpés ? Non ! Notre douloureuse expérience passée et la force présence policière au kilomètre carré nous poussèrent au sit-in. Banderoles, pancartes, slogans et hurlement accompagnèrent une heure durant la gratin de l'électorat lepéniste, qui pénétrait dans la salle, par la grande porte, sous l'œil revanchard des militants FN et des cerbères policiers, prêts à charger dans le tas au moindre prétexte. Ils demeurèrent sur leur faim (une auto-dissolution exemplaire, un départ de la place de l'Opéra « tous ensemble »... serviront de leçon aux représentants de la gauche qui, une heure trente plus tôt, criaient à la provocation, à l'absence de service d'ordre...).

Ce 4 mai, c'est une fois de plus « les anars » (comme se plaît à dire généralement la presse) qui se sont montrés les plus crédibles face au fascisme. Pourtant, le lendemain, dans Var Matin, pas une ligne au sujet de notre présence devant l'Opéra. Juste une photo... de nous, légendée ainsi : « Devant l'Opéra, les jeunes du collectif libertaire, dont la « Commune de Toulon », ont conspué les invités de la soirée Clovis. »

En ce qui concerne les soi-disant antifascistes que nous avons laissés stagner sur les bords de la rade, vous aurez peut-être l'occasion de les voir dans de multiples émissions télévisées à venir. Eh oui, le FN à la mairie de Toulon, ça fait bientôt un an déjà !

STÉPHANE
 (groupe Nada de la FA / Collectif
 libertaire « La Commune »)

(1) La location de l'Opéra a coûté 50 000 F. La majorité municipale a décidé de faire payer la note aux contribuables, sous couvert d'une subvention aux promoteurs de Clovis. Il y a des jours où l'on aimerait vraiment être ailleurs !

N.B. : pour joindre le collectif libertaire, écrivez à « La Commune », 2, rue F. de Pressensé, 83000 Toulon. Tél. / fax : 94.91.26.80. Permanence : samedi de 15 h à 18 h.

BILLET D'HUMEUR

Enflammons notre printemps

Le dimanche 5 mai 1996, un incendie a foutu en l'air le siège social du Crédit Lyonnais pour ma plus grande joie. Puisque l'exemple nous est donné par la nature, nous serions mal venus de ne pas le prendre en considération et, depuis le temps que ces zozos engravés et boursicoteurs nous fichent, agiotent et « persécutent », il serait temps de leur chauffer les fesses par sièges ou succursales interposées. Imaginons ! Imaginons ! je lance un concours de beauté du plus bel incendie d'agence bancaire. Pour prix, nous décernerons la rosette de l'interdit bancaire, le billet d'excellence du découvert endémique, la côtelette d'or de l'agio cramé et le bisou « smackchissant » du relevé de compte asthmatique. A plus tard. Il faut que je renouvelle mon stock d'allum-barbecue.

L'ATÈLE

L E à
 les pr
 (Debré
 Résea
 toutes
 partie
 la FA.
 Préfect
 de per
 d'une n
 nouvel
 ment d
 parmi
 s'agiss
 irrégul
 réguli
 longtem
 tions de
 citoyen
 s'est hé
 qui, san
 lement
 (parmi
 que ceu
 des exp
 tant dir
 fascisat
 comme
 pays, a
 nienne
 d'immi
 étudiant
 expulsé
 la Préfe

Quant
 compte
 de la p
 vu de
 brante
 Beauté
 pour be
 princip
 plus de
 organis
 chose f
 jours a
 cinquiè
 sarde ca
 Certain
 mais per
 qu'impo
 opprimé
 comme
 Est-ce si
 Un rap
 effet qu

RENCO
 Colonie
 d'accue
 se prol
 pas cor
 de Bèg
 tion) le
 Pour to
 61, rue
 indiqu
 d'hôte

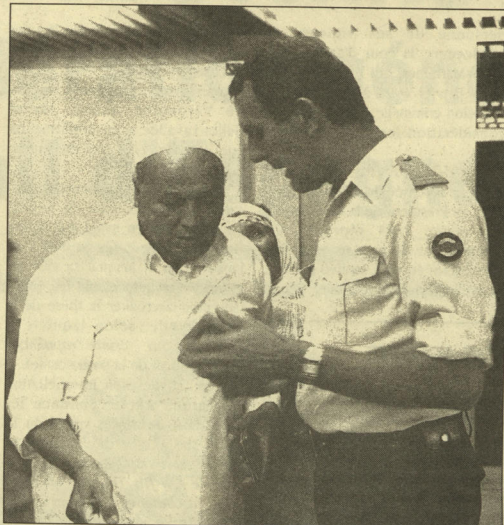
LILLE

Contre les lois racistes

LE MERCREDI 24 AVRIL, s'est déroulé à Lille une manifestation contre les projets de lois anti-immigrés (Debré et Toubon), à l'initiative du Réseau contre les lois Pasqua et toutes les lois anti-immigrés, dont fait partie le groupe Humeurs Noires de la FA. Cette manifestation devant la Préfecture du Nord, d'une soixantaine de personnes, représente le début d'une mobilisation sur Lille contre une nouvelle salve de lois racistes, clairement destinées à provoquer la peur parmi toute la population, qu'il s'agisse d'immigrés en situation irrégulière, d'étrangers en situation régulière depuis peu ou depuis longtemps sur le territoire, d'associations de soutien aux immigrés ou du citoyen Lambda. Cette manifestation s'est heurtée à un cordon de police qui, sans sommation aucune, a brutalement repoussé les manifestants (parmi lesquels des enfants), alors que ceux-ci demandaient à entendre des explications du Préfet, représentant direct de l'Etat, sur ces projets fascistes. La Préfecture du Nord, comme la plupart des Préfectures du pays, applique de manière draconienne les lois et décrets en matière d'immigration. Dernièrement, un étudiant africain en thèse à Lille a été expulsé en quelques jours parce que la Préfecture a jugé qu'il ne suivait

pas ses études avec sérieux. Et pour cause, son directeur de thèse (à Paris) avait pris sa retraite et l'étudiant avait dû chercher pendant des mois un nouvel enseignant dans son domaine, qu'il n'avait trouvé que sur Lille. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres (avec la fin de l'année universitaire s'annoncent de nombreux nouveaux cas d'expulsions d'étudiants sur Lille et, semble-t-il maintenant, sur l'université de Valenciennes), que vous pouvez retrouver régulièrement dans ces colonnes.

Jusqu'où iront-ils ? A l'heure où le gouvernement se trouve en grande difficulté (sondages catastrophiques pour les Législatives de 1998, menace de vote à gauche du FN en cas d'absence d'accord électoral), l'Etat décide une nouvelle fois de ressortir le bouc émissaire et de ratisser auprès de l'électorat du FN. Il s'agit clairement d'instaurer la peur chez les étrangers et auprès de toutes celles et tous ceux qui luttent pour un respect des droits élémentaires des personnes. Ces projets, ce sont : le fichage systématique des hébergeants ; la prise d'empreintes lors de l'entrée sur le territoire (mesure manifestement discriminatoire puisqu'elle n'existe pas pour les nationaux) ; la criminalisation des



Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur en 1987 : « Notre préoccupation, c'est de limiter l'immigration clandestine. » Orly-Sud, le 11 août 1987 : contrôle des passeports à l'aéroport, par la Police de l'Air et des Frontières. Photo : Pierre Guillaud / AFP.

demandeurs d'asile contraints, comme n'importe quel politicien véreux mis sous contrôle judiciaire, de se présenter périodiquement aux services de police. Cela se poursuit par l'extension de la rétention administrative (mesure totalement arbitraire et contraire à la Convention de Genève) à trois fois quinze jours ; l'accroissement de l'arbitraire administratif (accroissement de l'autorité préfectorale au détriment de l'autorité judiciaire) ; l'invocation d'un motif flou de « menace à l'ordre public » pour le non-renouvellement de la carte de séjour.

L'Assemblée nationale n'est pas en reste puisqu'une commission parle-

mentaire propose, quant à elle, 41 mesures que ne renierait pas le FN, et dont la moins scandaleuse n'est pas la volonté de priver les sans-papiers de soins médicaux d'urgence dans les hôpitaux (est-ce un hasard si l'on parle d'une telle mesure alors que le gouvernement promulgue ses ordonnances en matière de santé, destinées à casser la Sécurité sociale ?). L'imagination du pouvoir ne semble pas avoir de limite en ce qui concerne sa vocation à pourrir la vie des gens. Le PS est, quant à lui, bien ennuyé pour attaquer des mesures que certains de ses membres ont mis en place ou préconisaient maintenant !

En décidant, une fois de plus, de chasser sur les terres de l'extrême droite, l'Etat ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de celle-ci. Mais que pourrait-elle faire de plus qu'il n'ait déjà été fait ou ne soit en projet ? Tous les gouvernements, depuis plus de quinze ans, se sont servis des immigrés comme boucs émissaires, pour faire passer la pilule du chômage et de la misère, de l'enrichissement de quelques-uns tandis que d'autres voient peu à peu leurs espoirs en une vie meilleure disparaître au nom de la rationalité économique. Ces fameux « clandestins » que Debré veut éradiquer, l'Etat les a créés de toute pièce depuis quinze ans, refusant le regroupement familial, refusant pour des motifs arbitraires le droit d'asile ou une carte de séjour, expulsant des sans-logis, des étudiants, des travailleurs. Les clandestins, ce sont des gens qui se sont fait prendre dans les procédures administratives abusives destinées à les prendre au piège. Combien se sont retrouvés en centre de rétention pour s'être rendus à une convocation de la Préfecture pour régulariser leur situation ? Combien ont vu un agent préfectoral décider qu'ils ne suivaient pas leurs études avec sérieux et le Préfet d'ordonner l'expulsion ? Des centaines ? Des milliers ? A l'heure actuelle, les associations de défense des étrangers sont dans l'incapacité de défendre les étrangers face à des procédures administratives sans issue. Ce qui se fait maintenant pour les étrangers — un arsenal arbitraire sans faille — commence à se faire pour le reste de la population.

La bataille qui se prépare est d'envergure. La mobilisation et la sensibilité sur ces questions est indispensable si l'on veut mettre l'Etat en échec. C'est pourquoi, sur Lille en tout cas, celles-ci ne font que commencer, et d'autres manifestations sont à attendre (par exemple, un rassemblement identique était prévu devant la préfecture le 1^{er} mai vers midi, après le cortège syndical).

A LA PETITE SEMAINE

Tous dans le maquis !

Quand on aime on ne compte pas ! Et quand il s'agit de la patrie, encore moins ! Au vu de la situation abracadabrante régnant sur l'île de Beauté, il paraissait évident pour beaucoup qu'il manquait principalement là-bas, pour plus de clarté, une énième organisation clandestine. C'est chose faite depuis quelques jours avec la création d'une cinquième tendance maquisarde cagoulée.

Certains observateurs ébahis mais peu au fait des exigences qu'impose la lutte des peuples opprimés penseront que cela commence à faire beaucoup. Est-ce si sûr ?

Un rapide calcul montre en effet que la Corse compte un

front de libérateur pour cinquante mille habitants. Ça n'est pas rien, cinquante mille habitants ! Il est des préfectures de cette importance. Et si, par exemple, cette charmante cité vendéenne venait à souffrir des agissements de l'Etat français, je ne vois pas ce qu'aurait de risible un Front de libération de La Roche-sur-Yon ! Ou même plusieurs !...

Tous comptes faits, donc, la solution ne serait-elle pas là, en autant de clandestins que d'habitants ? Tous dans le maquis, et chacun son canal. Ce serait un peu le triomphe de la responsabilité individuelle. Et l'anarchie n'est pas bien loin...

FLORÉAL

RENCONTRE LIBERTAIRE À AYMARE (LOT)

Colonie espagnole autogérée dans les années 30, puis lieu d'accueil durant la Seconde Guerre mondiale, cette entraide se prolongea jusque dans les années 60. Beaucoup n'ont pas connu Aymares, aussi y êtes-vous conviés par le CIRAS de Bègles (Gironde) à un repas fraternel (50 F de participation) le samedi 15 juin, à partir de 12 h.

Pour toute participation, prévenez avant le 1^{er} juin le CIRAS, 61, rue Pauly, 33130 Bègles. Tél. : 56.49.46.08, en indiquant si vous souhaitez un hébergement en chambre d'hôte ou en camping (nombre à préciser).

RENDEZ-VOUS

LILLE

Le groupe Humeurs Noires vend le *Monde libertaire* à :

- la gare de Lille, le vendredi entre 17 h et 18 h 30 ;
- sur le marché de Wazemmes, le dimanche entre 11 h et 12 h 30 ;
- dans le hall du bâtiment M1 sur la Cité scientifique, le jeudi entre 11 h 30 et 13 h ;
- dans le hall de l'Université Lille III, le jeudi entre 12 h et 14 h.

LYON

Du 16 au 19 mai, malgré le congrès de la FA à Toulouse, une permanence sera assurée à librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

BERTRAND

(gr. Humeurs Noires - Lille)

RECTIFICATIF

Dans le ML n° 1042, au sujet des deux réquisitions opérées par le DAL de Lille (article p. 7), il fallait lire : « Les familles ont été contraintes mardi de quitter ce lieu. » et non dimanche, comme l'avait écrit initialement notre rédacteur.

PARUTIONS

BESANÇON

Le groupe Proudhon édite un périodique, *Drapeau Noir*. Le n° 8 (32 pages) vient de sortir. Il coûte 10 F. A commander à : CESL, BP 121, 25014 Besançon.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires de la FA vient d'éditer un journal d'expression libertaire et anti-autoritaire, *La Voix sans maître*, de 20 pages.

A commander, contre l'envoi de deux

timbres à 3 F, auprès du groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

UNION RÉGIONALE CENTRE-OUEST DE LA FA

L'UR Centre-Ouest vient de faire paraître le n° 1 de RAS (Réflexions pour l'anarchisme social), une feuille théorique de 8 pages. RAS coûte 5 F. A commander : Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes. En vente également à la librairie Publico.

PARIS 14^e ALAIN AURENCHÉ à BOBINO

20, rue de la Gaîté (M° Monparnasse) LUNDI 20 MAI 20 h 30

(à l'occasion de la sortie de son nouvel album).

Réservations : 43.27.75.75 et FNAC.

Entrée : 130 F

(100 F avec la carte d'auditeur de Radio Libertaire).

L'AFFAIRE VÉRONIQUE AKOBÉ

Une justice sous la botte

UNE CONFÉRENCE de presse s'est tenue le 3 mai au Mouvement français pour le Planning familial sur le thème : « Véronique Akobé : les preuves d'une injustice », à l'initiative de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (1), et en présence de Maître Gallot-Lavallée, avocate de Véronique Akobé.

Véronique Akobé, Ivoirienne de 23 ans, purge depuis huit ans une peine de prison pour assassinat et tentative d'assassinat sur la

personne de ses violeurs et employeurs. La cour d'assises des Alpes-Maritimes, qui l'a condamnée le 31 janvier 1990 à vingt ans de réclusion criminelle, n'a pas pris en considération les violés qu'elle a subis.

Une demande de recours en grâce, adressée le 27 décembre 1995 au Président de la République, est restée sans réponse. Un complément de recours en grâce vient d'être envoyé, motivé par une nouvelle lecture du dossier pénal,

révélant la partialité et les lacunes de l'instruction et les conditions d'un procès inique.

Après avoir longuement rencontré Véronique Akobé, Maître Gallot-Lavallée a eu confirmation que sa parole n'a pas été enten-

due. Voici quelques éléments significatifs extraits du texte du recours en grâce, mis en avant par Maître Gallot-Lavallée : dès le début de l'instruction et jusqu'à sa clôture, toutes les recherches ont été orientées pour accréditer la thèse de la partie civile, selon laquelle il s'agissait d'un « crime crapuleux » (dit l'avocat de la partie civile).

Pourtant, dès son interpellation Véronique Akobé dénonce les violés. Dans le procès verbal du 11 août 1987, elle déclare : « M. Scharr [son employeur], accompagné de son fils Thierry, est entré dans la chambre. Ils m'ont débaptisée. Le fils me tenait les jambes. Son père s'est couché sur moi et il m'a pénétré dans mon sexe. Ensuite Thierry m'a retournée, puis M. Scharr a mis son sexe dans l'anus [...]. Pour m'empêcher de crier, M. Scharr m'avait mis une main sur la bouche. Je ne pouvais pas beaucoup bouger, car il est gros. Après ça, le fils, à son tour, m'a pénétré devant et derrière. Ensuite, il a exigé que je prenne

son sexe dans la bouche. En partant, ils m'ont dit que j'avais intérêt à ne pas parler. [...] »

Concernant la dernière séance de viol : « Cette nuit-là, en plus de ce qu'ils me faisaient habituellement, ils ont parlé en même temps et en disant que je n'étais rien, même pas un animal, qu'un chien était plus que moi. Ils m'ont traitée de sale négresse, en même temps qu'ils abusaient ensemble de moi. »

Les constatations des atteintes physiques et physiologiques sont corroborées par une expertise psychologique. Or, les crimes de violés aggravés — passibles de vingt ans de prison — n'ont pas été poursuivis, ni pris en considération comme un élément justificatif du meurtre.

Il n'y a pas eu d'instruction spécifique sur les violés. Concernant M. Scharr, le juge d'instruction s'est limité à demander « une enquête complète sur la famille Scharr, en usant des conditions propres à sauvegarder l'honorabilité de la famille et en usant de la discrétion indispensable à vérifier la possibilité de tels faits. »

L'officier de police chargé de l'enquête, malgré les limites imposées, rapporte entre autres que « le passé judiciaire de celui qui est aujourd'hui « une victime » n'apparaît pas sans tache... »

D'autre part, concernant le meurtre, le dossier révèle de graves

insuffisances : doutes sur l'heure du meurtre, position du corps de Thierry Scharr, blessures, cicatrices de Georges Scharr, armes utilisées, manque de rigueur dans le recollage des éléments de preuve, manipulation des scellés, destruction des pièces à conviction (appel de Madame Scharr à une entreprise de nettoyage !).

Il faut se rappeler que l'avocat de Véronique Akobé, Maître Peyrat, commis d'office, était à l'époque au Front national et qu'il avait écarté les violés de sa défense !

Esclavagisme, racisme, sexisme, voici ce dont a été victime Véronique Akobé dans le pays dit des « droits de l'homme ». « Ils me traitaient comme une esclave » a-t-elle affirmé à propos de ses employeurs.

NELLY TRUMEL
(pour les émissions « Femmes Libres » et « Ras-les-Murs » - Radio Libertaire - 89.4)

(1) Pour en savoir plus, vous pouvez demander un dossier de presse à l'AVFT, 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 45.84.24.24.

Une pétition pour la grâce de Véronique Akobé sans expulsion du territoire français, qui a déjà recueilli 30 000 signatures, est toujours disponible à la librairie Publico.

NOTRE DERNIÈRE AFFICHE

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue de Valenciennes 75013 Paris

Pour l'égalité économique et sociale

En noir et rouge, format 45X72. 5 F l'unité et 50 F les 50 (port compris)

Débaptisation sauvage de la rue Alexis-Carrel à Nîmes

Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai, nos camarades de la FA du Gard et du Réseau antifasciste No Pasaran ont débaptisé la rue Alexis-Carrel, du nom de ce médecin raciste, eugéniste, prix Nobel 1912, inspirateur des régimes fascistes des années 30-40. Nos camarades ont revendiqué leur acte auprès du maire de la ville dans la lettre publiée ci-après.

MONSIEUR,
Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai, l'impasse Alexis-Carrel a été symboliquement débaptisée par nos soins.

Cette action a été réalisée dans le cadre d'une démarche antiraciste et antifasciste, en rapport avec les récentes déclarations de J.-M. André et de la Commission dont il a été membre et les projets de lois Toubon-Juppé sur le droit d'asile et l'immigration.

Il faut d'abord savoir qui était Alexis Carrel. Ce chirurgien et physiologiste français (1873-1944), prix Nobel 1912 (1), recommandait « l'établissement par l'eugénisme d'une aristocratie biologique héréditaire... ». En 1936, pour l'édition allemande d'un de ses livres, il écrivait : « En Allemagne, le gouvernement a pris des mesures énergiques contre l'augmentation des minorités, des aliénés, des criminels. La solution idéale serait que chaque individu de cette sorte

soit éliminé quand il s'est montré dangereux. »

Dans un autre de ses ouvrages (disponible à Carré d'Art !), on peut lire une recommandation pour « disposer de façon humaine et économique » de certaines catégories de délinquants, par le moyen d'un « établissement euthanasique, pourvu de gaz approprié ». En 1941, il crée et dirige, avec le soutien de Pétain en personne, une fondation dont l'objectif est de « restaurer la race française ». Et nous vous faisons grâce de ses énormes déclarations antisémites... Pour finir, il est bon de souligner que Carrel fait partie des références idéologiques de l'extrême droite française.

Pour nous, le combat contre le racisme et le fascisme est une lutte quotidienne qui passe par le refus de leur banalisation. C'est pourquoi nous trouvons inacceptable de voir le nom de cet adepte des chambres à gaz figurer de façon anodine sur la plaque d'une rue de Nîmes.

Pour notre part, nous proposons aux habitants de cette ville de baptiser cette impasse du nom de Pierre Kropotkine (1842-1921), éminent zoologue et géographe, théoricien anarchiste, qui aura mis en évidence à travers ses travaux l'idée de l'aide mutuelle, opposée à la loi du plus fort, comme facteur essentiel d'évolution de la société.

Une notion que les Juppé, Toubon, Le Pen et J.-M. André ignorent évidemment. Une notion en tout cas que la Fédération anarchiste et le Réseau No Pasaran s'efforcent de mettre en avant pour combattre l'arbitraire étatique et capitaliste, le nationalisme et l'oppression sociale.

C'est bien parce que nous refusons de voir le racisme et le fascisme s'inscrire au quotidien dans nos vies que nous dénonçons les récentes déclarations, projets de lois et autres sur l'immigration et les nouvelles restrictions au droit d'asile. Loin de se satisfaire des lois discriminatoires de Joxe (1989) et Pasqua, instaurant un véritable apartheid institutionnel, Debré veut aller encore plus loin.

Rappelons qu'il est prévu de limiter l'accès aux soins médicaux, de renforcer les contrôles en tout genre des demandeurs d'asiles, de créer un fichier d'hébergeants, de

réduire l'accès à la carte de séjour... C'est donc une nouvelle précarisation des communautés étrangères qui vivent dans ce pays qui est envisagée. De plus, les associations et les personnes apportant leur aide aux étrangers en situation irrégulière sont aussi criminalisées. Pour le gouvernement, il s'agit là de pouvoir accentuer les contrôles mais également d'empêcher toute solidarité active avec des étrangers. Ce qui restait du droit d'asile, liquidé en quinze ans par le Parti socialiste au pouvoir et la droite, est ainsi laminé.

Car les déclarations du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ne nous font pas oublier que ces humanistes d'aujourd'hui étaient les expulsés d'hier : création des centres de rétention administra-

tifs, la double peine non-abolie malgré les promesses, les charters de Cresson, l'empêchement du regroupement familial, les déclarations troublantes des Mauroy, Fabius, Rocard, l'ouverture des médias au FN...

Face à la lepénisation rampante de la société, nous pensons qu'il faut organiser la résistance et l'offensive, retrouver des solidarités concrètes, développer des réseaux d'entraide avec les étrangers. Il faut lutter pour l'égalité sociale et économique, et demander le retrait de toutes les mesures liberticides contre les étrangers.

Nous hébergerons qui nous voudrons, où et quand nous voudrons !

GRUPE FA du GARD et RÉSEAU « NO PASARAN »
(Nîmes, le 2 mai 1996)

Vous désirez joindre la FA du Gard, pour cela adressez-vous à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

...

L'Union régionale Sud de la FA organise une montée en bus pour la manifestation contre le G7 du 22 juin à Lyon.

Les personnes intéressées peuvent téléphoner à :
— Ardèche : 75.94.84.73 ;
— Gard : 66.50.34.80 ;
— Hérault : 67.42.70.67.

ANARCHO-SYNDICALISME

L'évolution positive de la Confédération générale du travail d'Espagne

La CGT d'Espagne s'est renforcée, au cours des derniers mois, grâce à des actions contre le chômage, le démantèlement et la privatisation des services publics. Ce sont principalement des sections des Commissions ouvrières qui intègrent la CGT. Cette dernière, en outre, commence un travail de contacts au niveau européen afin d'intensifier la lutte contre le chômage et la pauvreté sur notre continent.

LES DERNIERS MOIS ont vu se confirmer l'évolution positive du secteur de l'anarchosyndicalisme espagnol connu aujourd'hui sous la dénomination de Confédération générale du travail d'Espagne, après s'être appelé CNT-Rénovée.

Trois éléments ont été plus particulièrement à l'origine d'un important renforcement qu'on peut chiffrer, selon José María Olaizola, secrétaire général de la Confédération, à environ dix mille adhésions nouvelles depuis le dernier congrès de mars 1993, portant les effectifs confédéraux à plus de 30.000 syndiqués. Ce sont l'organisation d'une marche contre le chômage et l'exclusion sociale, pour l'emploi et la solidarité en novembre et décembre derniers, une campagne confédérale de sensibilisation de l'opinion publique et des travailleurs contre le démantèlement et la privatisation des services publics et, enfin, l'orientation de plus en plus collaborationniste des Commissions ouvrières.

Contra el paro y la pobreza ; contre le chômage et la pauvreté

Depuis la moitié de 1994, la CGT d'Espagne propose une Plate-Forme pour les droits sociaux, qui résume les revendications du mouvement social contre le chômage et la précarité croissante, tant sur le plan public qu'au sein du Forum alternatif contre l'Europe du Capital auquel elle participe. Ce regroupement rassemble environ une centaine d'organisations très diverses avec l'objectif commun d'informer l'opinion de la réalité sociale de la construction européenne, organisations qui vont d'*Izquierda Unida*, coalition électorale de gauche et d'extrême gauche dont l'élément qui pèse est le parti communiste, jusqu'à des associations luttant contre le chômage en passant par des alternatifs, des

écologistes et des organisations syndicales. Les Commissions ouvrières et l'UGT ne sont pas partie prenante de ce Forum.

Tout au long de 1995, la CGT a proposé d'organiser une marche contre la pauvreté et le chômage. Les groupements composant le Forum ont tous accepté l'idée, sans qu'aucune initiative ne soit mise en œuvre. Seule l'association *Baladre* a soutenu concrètement la CGT lorsque l'organisation anarchosyndicaliste a pris seule la responsabilité de passer à la phase de réalisation. Notre camarade José María n'exclut pas l'hypothèse que les organisations réunies sous le sigle du Forum attendaient de pouvoir observer la capacité d'organisation de la CGT...

Dès septembre 1995, les syndicats de la CGT préparèrent trois cortèges — trois *columnas* — qui devaient se rejoindre à Madrid, en onze étapes, du 1^{er} au 11 décembre, une première *columna* partant de Vitoria, une autre de Valence et la troisième de Xérès.

A chacune des étapes, plusieurs groupes ou organisations régionales se joignaient aux cortèges de la CGT — ainsi, par exemple, dans la colonne venant du nord, le syndicat basque ESK-CUIS ou, en Andalousie, le SOC (*Sindicato obrero y campesino*), syndicat ouvrier et paysan, implanté principalement dans les provinces de Séville et de Cadix. A propos du SOC, José María a tenu à démentir les rumeurs qui avaient couru en France, laissant entendre que ce syndicat, très important dans certaines localités, aurait rejoint la CGT ; en fait, l'orientation du SOC n'est nullement anarchosyndicaliste et mais plutôt travailliste puisqu'il présente des candidats aux élections politiques locales et régionales, dans la coalition *Izquierda Unida*, avec quelque succès puisque des maires, des conseillers municipaux et un député au Parlement andalou sont élus sous son sigle.

**Empresas y sector público:
Ni desmantelamiento ni privatización**



**MANIFESTACIÓN EN MADRID
SÁBADO 23 DE MARZO
12,30 horas de Glorieta de Atocha a Puerta del Sol**

Environ 2.500 personnes participèrent aux marches, de tous les âges et de toutes les conditions, des chômeurs, des personnes avec un emploi, des délégués syndicaux ; de trente à quarante pour cent de la CGT se sont mobilisés autour de l'initiative qui a reçu un accueil très favorable de la population. La plate-forme de la CGT a été largement diffusée :

1. Suppression des heures supplémentaires dans toute la fonction publique ; augmentation des offres d'emplois dans les services publics ; réduction du temps de travail journalier avec embauches correspondantes ; interdiction de faire appel dans les services publics aux entreprises d'intérim ; réduction des salaires privilégiés des politiques.
2. Non à la privatisation des services publics, qui ne doivent pas fonctionner selon la loi du marché ; non à la sous-traitance dans les services publics.
3. Mise en œuvre par les pouvoirs publics d'une politique de crédit et de subventions en faveur des initiatives de créations d'entreprises coopératives et artisanales.
4. Extension du IMI (équivalent du RMI) à toutes les

personnes sans ressources à partir de dix-huit ans en favorisant les contrats personnalisés d'emploi.

5. Accès gratuit pour toutes les personnes de plus de dix-huit ans sans ressources à toutes les installations sportives, sociales, culturelles, publiques ainsi qu'aux transports urbains.

6. Soins, électricité, gaz gratuits pour toutes les personnes sans ressources.

7. Constitution par les banques et les caisses d'épargne, sur leurs bénéfices, d'une réserve spécifique qui permettrait d'acquiescer des logements sociaux qui seraient attribués, pour un loyer symbolique, aux personnes nécessiteuses.

8. Suspension de toutes les hypothèques et du paiement des intérêts des prêts contractés par des personnes sans ressources.

9. Mise en œuvre par les institutions d'une politique de l'emploi qui réduirait le temps de travail et favoriserait les embauches sans réduction de salaire.

10. Transfert des détenus dans les lieux où ils résidaient auparavant afin de réduire au minimum les frais de transport occasionnés par les visites ; élaboration d'une politique de réinsertion sociale ;

mise en liberté des détenus gravement malades.

De nombreux débats accompagnèrent les déplacements et les étapes, au cours desquels les thèmes de la plate-forme revendicative furent largement examinés ; il n'est pas sans intérêt d'insister sur ces discussions, en particulier parce que, durant les échanges de vues, les organisateurs de la CGT insistèrent sur le fait qu'il n'existait pas de solution réelle et globale contre l'exclusion sociale dans l'économie capitaliste. Un monde sans chômage serait un monde débarrassé du capitalisme.

Bien que les marches aient été quasi boycottées par la presse nationale, et assez peu citées par la presse régionale, l'arrivée des *columnas* à Madrid, le 11 décembre, réunit plus de trois mille personnes. Et fut le coup d'envoi de nombreuses initiatives, dont une grève de la faim du secrétaire général de la CGT et du coordinateur de *Baladre*, qui interpellèrent les dirigeants européens, réunis dans la capitale de l'Etat espagnol pour discuter de la monnaie unique, et le gouvernement espagnol à propos de l'accroissement du nombre de sans-travail, qui dépasse, outre-Pyrénées, les 24 pour 100 de la population active. Enfin, toujours à Madrid, le 17 décembre, 15.000 personnes, à l'appel du Forum, se réunirent contre le chômage et la pauvreté. La présence de la CGT, et celle de nombreux drapeaux noir et rouge, y fut importante... et remarquée.

Forte de ses succès, la CGT, dès le commencement de 1996, a intensifié sa campagne contre la privatisation et le démantèlement des services publics, campagne qui recueille auprès des travailleurs concernés un écho important : plus de 2.500 personnes se sont réunies, le 23 mars, à Madrid à l'appel de la seule CGT.

graves divergences au congrès des Commissions ouvrières

L'accroissement quantitatif de la CGT espagnole est le résultat, au moins pour une part, de l'arrivée dans la Confédération de militants et de sections syndicales qui quittent les Commissions ouvrières. En effet, l'organisation syndicale dirigée

(Suite p. 6)

L'évolution positive de la Confédération générale du travail d'Espagne

(Suite de la page 5)

par des militants du parti communiste espagnol est, depuis quelques années, le champ clos d'un affrontement de lignes entre ceux qui se dirigent vers un syndicalisme d'accompagnement et de collaboration, quelque peu en rupture avec le PCE et dirigés par le secrétaire général des Commissions, Antonio Gutierrez, et d'autres plus proches de la direction du parti, derrière Augustin Moreno. L'application par la direction des Commissions d'une orientation de conciliation s'est concrétisée depuis quelques années par la signature d'accord accroissant la précarité ainsi que la réduction des droits et des salaires...

Or le dernier congrès, tenu en janvier 1996, a réélu, contre les consignes du PCE, Antonio Gutierrez et la direction sortante, avec presque 65% des suffrages, lui donnant ainsi mandat de continuer sur cette voie de la conciliation avec le patronat et l'Etat.

Les débats ont été particulièrement durs et acerbés. Gutierrez a justifié sa ligne en invoquant l'indépendance syndicale envers tout le monde ; il a, dans les débats intérieurs aux Commissions, accusé son rival malheureux d'avoir des contacts avec la CGT, avec le diable anarchosyndicaliste. Quant à



Madrid, samedi 23 mars 1996 : manifestation de la CGT contre les démantèlements et les privatisations dans les entreprises et le secteur public. Photo J. Toublat.

Moreno, il a reproché à Gutierrez d'être à la solde du patronat, en argumentant notamment sur les 1.300 millions de pesetas que les Commissions ouvrières doivent à la Sécurité sociale... Puis il a affirmé que la majorité collaborationniste des

Commissions se dirige vers une fusion avec l'UGT réformiste.

Déjà, seulement quelques semaines après ce congrès, les premières conséquences de ce glissement à droite se font sentir : l'UGT et les Commissions ouvrières préparent avec le

syndicat patronal un accord dont l'essentiel se résume en l'imposition d'un délai de quinze jours entre une décision de grève et le commencement de l'arrêt effectif de travail, délai pendant lequel les syndicats de salariés et patronaux s'efforceront de trouver

une solution au différend; il s'agit à l'évidence d'une grave attaque contre le droit de grève. Plus dangereux encore : un accord est actuellement négocié en Catalogne qui instaurerait des réunions paritaires dont le rôle serait de déterminer, en cas de difficultés ou de modernisations dans les entreprises, les personnes qui pourraient être licenciées pour «raisons objectives». Une telle situation ne peut que continuer à déstabiliser les Commissions et renforcer peu à peu la CGT et l'anarchosyndicalisme qui, aujourd'hui, commencent à être perçus comme un recours syndical de lutte.

Pour l'unité d'action

José Marie Olaizola et la CGT d'Espagne, en outre, s'efforcent déjà depuis quelque temps de développer l'action syndicale contre le chômage, la pauvreté et la précarité au niveau européen. Elle suit, par exemple, les réunions préparatoires aux marches contre le chômage qui seront organisées, en 1997, dans toute l'Europe.

La CGT espagnole sera présente, enfin, dans les manifestations qui se réuniront, en juin, contre la tenue du G7 à Lyon; elle souhaite à cette occasion que le mouvement libertaire, surmontant ses divisions, soit capable de s'y montrer uni et dynamique. Faisons en sorte de réaliser ce souhait.

JACQUES TOUBLET
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

ÉTATS-UNIS

Soutien à Theresa Cruz injustement accusée de préméditation de meurtre

Theresa Cruz est une femme qui a été maltraitée et qui est actuellement incarcérée à la prison pour femmes de Frontera, près de Riverside. Les événements ont eu lieu à San Diego, où elle habitait, et à Chula Vista. Theresa Cruz a quitté son mari, Charles Juaregui en 1985 à cause de sa violence et de sa toxicomanie. Depuis ce temps, il la filait, la battait, la menaçait avec une arme... A une occasion, il l'a blessée avec un couteau. A plusieurs reprises, il a fait irruption à son domicile quand elle n'était pas là, et lui a volé ses vêtements, les photos de ses enfants et bien d'autres choses. Une fois, il l'a même battue dans son appartement.

A chaque fois, la police — de San Diego ou d'ailleurs — était informée. Nombre de rapports de police font allusion à ces incidents. La police arrêta une seule fois Charles Juaregui — en 1987, après plusieurs incidents. Cette arrestation eut lieu lorsqu'il blessa Theresa avec un couteau. Il fut emprisonné pendant huit jours puis relâché sans aucun chef d'accusation. Après cette arrestation, Charles Juaregui a fait une demande de garde de l'un de ses enfants, Carlitos — ceci est une pratique courante dans le cas de violences domestiques. Il s'agit pour

l'abuseur d'un autre moyen de harcèlement.

A ce moment, Theresa est devenue « accro » au Xanax, un tranquillisant. Ce qui peut être facilement compréhensible. De plus, pour être en forme, Theresa prenait également, de temps à autres, des méthamphétamines (le Xanax faisant somnoler). En 1989, le tribunal a décidé que Carlitos irait vivre chez son père pendant un certain temps. Cette décision ignorait totalement l'histoire de Charles Juaregui ainsi que sa toxicomanie. Une audience de cette décision eut lieu le 16 juin. Le jour précédant l'audience, Charles a suivi Theresa. Ayant peur de lui et peur qu'on ne lui retire son fils, elle alla chez un ami qu'elle connaissait par le biais d'un cousin et cria à l'aide. Cette personne est sortie et a tiré dans les jambes de Charles — il resta à l'hôpital moins d'une semaine et s'est totalement rétabli de sa blessure. Il n'y eut aucune tentative de le tuer.

Quatre jours plus tard, Theresa Cruz fut arrêtée. Dès lors, la police prit son fils Carlitos. Les mois suivants, la grand-mère adressa une requête au tribunal pour avoir la garde de l'enfant, car il était maltraité par le père.

Le jour précédant l'audience, la police est allée chez Theresa, disant avoir un ordre de la cour, pour lui retirer ses autres enfants. Cette demande était fautive. De tels ordres du tribunal n'ont jamais existé. Après avoir été maltraitée et harcelée pendant des années par son ex-mari, maintenant Theresa est harcelée par le système. Son procès a eu lieu en janvier 1991. A cette époque, Charles Juaregui arrêta ses harcèlements, et Theresa put arrêter le Xanax.

Un second désastre arriva dans la vie de Theresa. L'avocat, engagé par la famille, a très mal préparé son dossier — il n'a jamais obtenu les copies des transcriptions du procès de l'homme qui a tiré sur Charles. A cause de cela, il a ignoré que Charles a fait un faux témoignage lors de ce procès, en niant notamment sa toxicomanie. De son propre aveu, l'avocat admit qu'il n'était pas préparé pour ce procès. Le plus significatif est que le juge refusa que l'on parle des violences domestiques. Le jury n'en a donc jamais eu connaissance.

Theresa a été condamnée pour avoir prémédité un meurtre. La seule preuve contre elle est le témoignage, non confirmé, de Charles, stipulant qu'elle l'avait appelé et menacé le matin où il fut blessé. Evidemment, si

le jury avait pris connaissance du passé de Charles ainsi que de ses faux témoignages lors de deux précédents procès, son témoignage n'aurait pas été pris au sérieux. Theresa a été condamnée à perpétuité. Elle a fait appel sur la base d'une assistance inadéquate de l'avocat, ce qui a été refusé par la cour suprême de l'Etat. Elle projette maintenant d'aller devant la cour fédérale.

Grâce à une campagne de protestation en cours, Theresa Cruz passe en appel le 22 mai 1996. Envoyez vos lettres de protestation à :

— Governor Pete Wilson, State Capitol building, Sacramento CA95814, Etats-Unis ;

— Board of prisons Terms, James W. Nielsen, Chairman, 428 J. St 6th Floor, Sacramento CA95814, Etats-Unis.

Envoyez vos copies de lettres à : Campaign against domestic violence, PO Box 10614, Oakland CA 94610, Etats-Unis.

Modèle de lettre proposé :

Nom :

Adresse :

Re : Theresa Cruz #40058, Frontera Women's Institute Dear governor Wilson (ou Dear Mr Nielsen)

I am writing to you after reading about the case of Theresa Cruz.

According to my information, Mrs Cruz was abused for several years by her ex-husband, Charles Juaregui and she received little or no help from the police. In 1989, Charles Juaregui

was shot in the legs and Mrs Cruz was not the one who did the shooting. Despite this, Mrs Cruz was brought to trial although she and she was not allowed to present her history of abuse and violence at the hands of her ex-husband and legal representation in her trial was woefully inadequate. As a result, Mrs Cruz was given a life sentence. She deserves clemency.

I urge you to investigate this case and take appropriate action.

Sincerely,
(signature)

Traduction

M. le Gouverneur Wilson (ou M. Nielsen)

Je vous écris suite à la lecture du cas de Theresa Cruz.

Selon mes informations, Mme Cruz a été maltraitée pendant des années par son ex-mari Charles Juaregui et elle a reçu peu ou prou d'aide de la police. En 1989, Charles Juaregui fut blessé par balles aux jambes, et Mme Cruz n'était pas la personne qui a tiré. Malgré cela, Mme Cruz comparut devant les tribunaux, et elle n'eut pas le droit de raconter son histoire et sa défense durant le procès fut inadéquate. Le résultat fut la prison à perpétuité. Elle mérite la clémence.

Je vous encourage à examiner ce cas et à prendre des directives appropriées.

Salutations.

CAMPAIGN
AGAINST DOMESTIC VIOLENCE
(Oakland - Californie)

HISTOIRE

Des nouveautés sur la guerre d'Espagne

IL FAUT BIEN RECONNAÎTRE que l'horizon est maigre : fin février 1996, les plus grandes librairies de Madrid n'ont rien de nouveau à présenter, et les ouvrages sérieux manquent (Bolloten, Broué-Temine). On ne trouve que des points de vue relativement asexués (Thomas, Jackson) ou en fait franquistes. Quant aux livres d'historiens anarchistes, ils brillent par leur absence, sauf les week-ends, sur les étalages de bouquinistes au Rastro (les puces espagnoles).

Il y a donc toujours le même consensus en Espagne pour ignorer la portée révolutionnaire de la guerre civile. Et cela, malgré le film *Land and Freedom*, qui a intéressé les jeunes, très certainement, mais a choqué de nombreux intellectuels autour de la quarantaine, formés par la propagande communiste.

Heureusement deux ouvrages marquants existent, qui renouvellent la vision libertaire de cette période.

Graham Kelsey a publié en 1994 la traduction de sa thèse publiée en anglais en 1991, accompagnée de nombreuses photos et de quelques corrections. Le titre anglais était plus clair : *Anarchosindicalism, Libertarian communism and the state (the CNT in Zaragoza and Aragon, 1930-1937)* par rapport à *Anarchosindicalismo y Estado en Aragón 1930-1938* (1). L'ouvrage reste identique, avec la dédicace : « A la mémoire des milliers d'anarcho-sindicalistes de Saragosse et d'Aragon qui n'ont cessé de lutter pour la défense des droits de leurs camarades (de travail) et pour la création d'une société authentiquement libre, humanitaire et démocratique, où il n'y aurait pas l'exploitation de l'homme par l'homme. »

La période 1930-1936 est fouillée à fond, comme la grève du bâtiment de 1932 qui entraîna l'adoption de la semaine de 44 heures, ce qui s'étendit à d'autres corps de métiers ; comme en 1934 la grève générale de la CNT et de l'UGT à Saragosse, prévue pour deux jours et qui, vu l'intransigeance patronale, dura 33

de plus. Ce fut finalement une victoire syndicale, et dans toute l'Espagne, puisque les enfants des grévistes avaient été pris en charge par des familles solidaires à Barcelone, Madrid et d'autres villes d'Aragon.

Kelsey s'est également penché sur les élections municipales de 1937 dans l'Aragon républicain où la CNT remporta 51,5% des élus, l'UGT 27,1%, soit 78,2% de représentants syndicaux. Les partis politiques connus avaient des scores modestes : comme le PSOE, 2,4%, et le PC, 0,75% (0,8% à Huesca, 0,2% à Teruel, 2% à Saragosse et le must, 5,55% à Caspe). Cela jette une lumière nouvelle sur l'intervention militaire des divisions communistes en Aragon en août 1937, et le type d'appui qu'elles reçurent.

La oposición libertaria al regimen de Franco 1936-1975, publiée par la Fundación Salvador-Seguí de Madrid en 1993, est un ouvrage fondamental parce qu'il balaie, comme l'indique le titre, tout le franquisme, avec des apports d'historiens qui se complètent.

L'ouvrage permet indirectement de comprendre une constance jamais abordée à fond : la répression franquiste et ses effets sur le mouvement des travailleurs, indépendamment de l'efficacité de la police, tant en Espagne qu'à l'étranger. « Les curés croyaient qu'un moment solennel était arrivé, tant attendu depuis le Moyen-Âge. Ils mirent en marche leur plan vulgaire de "catéchisation" par la force. [...] Le fait d'avoir appartenu à un parti ou un syndicat durant ou avant la guerre était suffisant pour être incarcéré indéfiniment. Et si la jalousie poussait "une personne bien pensante" à dénoncer quelqu'un, on pouvait la considérer comme morte. [...] Je dois ajouter que la prétention totalitaire du régime pénétra dans tous les domaines, absolument tous. »

Et en cela, le Régime considéra comme ennemi aussi bien le communisme que le capitalisme libéral. » (Manuel Fornés Marín, pp. 592, 593 et 606) C'est la caractéristique du franquisme de 1936-1939 à l'arrivée du pouvoir de l'Opus Dei (la franc-maçonnerie catholique) vers 1959-1960.

Cette chape de plomb explique les difficultés de la lutte antifranquiste : « ...de nombreux camarades s'abstenaient et même refusaient d'occuper des postes de responsables, non par crainte d'être arrêtés, mais parce qu'ensuite leur famille devait en subir les conséquences. » [Rapport de la CNT de Barcelone, juin 1946-janvier 1947, p. 27] Et cela explique la prudence des appareils clandestins : [à propos de l'agitation des mineurs asturiens en 1946] « la CNT, tout comme l'UGT, renoncèrent à globaliser le mécontentement général, étant donné qu'elles furent plus soucieuses de maintenir les cadres des organisations syndicales plutôt que de les sacrifier pour un militantisme plus fort. » (p. 40)

Les points forts sont les études sur la guérilla (Harmut Heine) et les luttes des années 70 (Octavio Alberola) et le redépart de la CNT (Torres Ryan), toutes marquées par les polémiques et la méfiance entre les militants, ce qui, en plus de la répression et de l'action de la police, affaiblit grandement l'anarcho-sindicalisme.

Il serait nécessaire que les livres traitant de l'anarcho-sindicalisme puissent être dans les librairies en Espagne et que les camarades espagnols poussent à cela.

FRANK MINTZ

(1) Graham Kelsey, *Anarcho-sindicalismo y Estado en Aragón 1930-1938* *Orden público o Paz pública ?* Madrid, Fundación Salvador-Seguí, 1994, 555 pages.

HISTOIRE

« La Patagonie rebelle »

Oswaldo Bayer, éd. ACL / Acratie

Malgré son importance historique, le mouvement anarchiste argentin reste méconnu en France. Les textes en français sont rares, aussi faut-il se réjouir de plusieurs parutions récentes. Après deux brochures des éditions Partage noir (1), un livre chez ACL (2), les éditions Acratie et ACL associées nous proposent aujourd'hui *La Patagonie rebelle* d'Oswaldo Bayer, paru en 1985 en Argentine (300 pages, 120 francs).

Les événements relatés dans ce livre s'inscrivent dans la longue suite de tragédies qui ont marqué le mouvement ouvrier en Argentine. Les massacres de Patagonie (1921) surviennent après les fusillades de la Semaine rouge (1909) et la de Semaine tragique (1919). La répression continuera tout au long du siècle pour culminer dans l'horreur avec la dictature militaire de 1976-1983 (30 000 disparus).

Au début du siècle, le mouvement syndical est marqué par la présence de la FORA (Fédération ouvrière régionale argentine), anarcho-sindicaliste, plus vieille section de l'AIT. Elle compta jusqu'à 100 000 adhérents.

L'économie de la Patagonie est centrée sur le mouton. La région est divisée en immenses haciendas appartenant à des propriétaires fonciers et des capitalistes argentins et anglais. Les ouvriers et les péons (travailleurs agricoles) vivent dans des conditions lamentables et travaillent pour des salaires de misère. Ils vont déclencher des grèves sous l'impulsion de la Société ouvrière de Río Gallegos (3). Celle-ci est affiliée à la FORA, et son secrétaire est l'anarchiste espagnol Antonio Soto. La plupart des grévistes sont des étrangers : Chiliens, Espagnols, Russes, Allemands...

Par nationalisme et pour protéger les intérêts des grands propriétaires, un corps expéditionnaire, commandé par le lieutenant-colonel Varela, est chargé de rétablir l'ordre. La répression est impitoyable. Entre 1 500 et 2 000 travailleurs furent fusillés sans procès, alors que le gouvernement radical venait d'abolir la peine de mort ! En janvier 1923, Varela sera assassiné par l'anarchiste Kurt Wilckens.

Le livre d'Oswaldo Bayer, journaliste et écrivain argentin, est la version abrégée de *Los Vengadores de la Patagonia trágica*, qui se compose de quatre gros volumes. Les trois premiers parurent entre 1972 et 1974. Le quatrième fut publié en Allemagne car l'auteur avait dû fuir la dictature. Oswaldo Bayer a réalisé une enquête très minutieuse sur le terrain. Il a rencontré et interviewé de nombreux témoins des événements. Sur les lieux des massacres, il a même retrouvé des restes humains. Un film a été réalisé à partir de son livre (4).

Nous souhaitons maintenant d'autres textes sur le mouvement anarchiste argentin ; plusieurs de ses figures (Severino Di Giovanni, Simón Radowsky...) sont particulièrement attachantes et méritent d'être mieux connues.

PHILIPPE

(1) La FORA dans le mouvement syndical argentin, éditions Partage noir, 1989. Axel Martín, *Patagonie 1921 : grèves et massacres*, éditions Partage noir, 1993. Ces brochures sont épuisées.
(2) Oswaldo Bayer, *Les Anarchistes expropriateurs*, éditions ACL, 1995. Prix : 50 francs. En vente à la librairie Publico. Ajoutez 10% de frais de port.
(3) Ville principale de la province de Santa Cruz (sud de la Patagonie).
(4) Hector Oliveira, *La Patagonia Rebelde*, 1974.

PARIS : LE 8 MAI, L'UNION PACIFISTE FÊTAIT LES 30 ANS DE SON MENSUEL

Un gala mémorable !

Le mercredi 8 mai, au club Dunois (Paris 13^e), l'Union pacifiste de France (UPF) célébrait les 30 ans de son mensuel *l'Union pacifiste*. Ce fut un beau spectacle où se pressèrent environ 150 personnes, venues écouter chanter — bénévolement — Marcel Amont, Serge Utgé-Royo, Nathalie Solence, Geminal (notre compagnon du groupe FA d'Evry), Claude Vinci et Michel Valette, venues également écouter Roland Hénault — alias Guimou de la Tronche — et encore Claude Vinci réciter des poèmes.

Pour divertir l'assistance, entre deux chanteurs, Roland Hénault se distingua en Monsieur Loyal, alors que Vincent, un jeune militant de l'UPF revenu d'un séjour australien, nous fit, avant l'entracte, une démonstration musicale à l'aide d'un bel instrument à vent aborigène.

Mouna Aguiqui, quant à lui, en début de seconde partie du spectacle, nous délivra un discours humaniste fleuve, comme il en fait assez régulièrement du côté du Quartier Latin. Et de gueuler sur l'armée, bien sûr, mais également sur les curés !

La palette était complète, entre la chanson de variété du pétillant Marcel Amont, reconnaissant volontiers qu'il ne saurait être un chanteur engagé, mais n'en cultivant pas moins un jardin secret militant de par son adhésion déjà ancienne à l'UPF — et d'être loin des émissions télévisées de Guy Lux —, et les vieilles chansons populaires engagées du parfois trivial Geminal — et le chansonnier Montéhus d'être appelé à la rescousse.

Entre le plus illustre (Marcel Amont) et certainement le plus obscur des chanteurs (Geminal), la chaude voix d'un Serge Utgé-Royo, le caractère trépidant d'une Nathalie Solence au regard un brin farouche, le verbe grave d'un Claude Vinci — récitant, si je ne m'abuse, du Bernard Diméy — et la prestance quasi-juvénile d'un guilleret Michel Valette, il y eut de quoi occuper avec intelligence quelques heures de notre temps, entre pacifistes à dominante libertaire, loin des bruits de bottes et du son du canon, qui claquent et tonnent de façon malheureusement constante du Libéria au Cachemire, en passant par l'ex-Yougoslavie, la Somalie, le Moyen-Orient ou encore la Tchétchénie.

On aimerait qu'une telle mobilisation pacifiste soit une constante bien plus forte que les accents belliqueux de part et d'autre du monde ou que la militarisation de la société qui se renforce chez l'Hexagone — *Vigilante* fait notamment encore sentir ses effets dans les gares et les couloirs du métro. On aimerait que l'ampleur d'une telle journée permette à l'Union pacifiste de France de ne point attendre un quarantième anniversaire de son titre pour mener des actions d'envergure, qui demeureraient gravées dans nos esprits comme autant de réussites.

Aussi, êtes-vous cordialement invités à prendre contact avec cette honorable « institution », en venant pousser la porte du local des « Citoyens du Monde », que partage l'Union pacifiste de France, situé au 66, avenue Vincent-Auriol (métro Chevaleret), dans le 13^e arrondissement, chaque vendredi entre 16 h et 20 h, heures de la permanence, ou en écrivant à l'Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13. Rappelons également que chaque jeudi, entre 18 h et 19 h 30, Radio Libertaire (89.4) accueille sur ses ondes l'émission de l'UPF *Si Vis Pacem*.

Encore merci aux adhérents de l'UPF qui, malgré des moyens que l'on devine chiches, ont su mener leur gala avec maestria pour célébrer un anniversaire qui se devait d'être mémorable.

CLAUDE NEPPER
(liaison FA de Vitry-sur-Seine)

MONTREUIL

Le bar associatif de Montreuil, *Le Vendémiaire*, a déménagé. Il se situe désormais au sous-sol du Centre commercial de La-Croix-de-Chavaux (métro Croix-de-Chavaux), à côté du cinéma *Le Méliès*.

• Jeudi 16 mai, 19 h : trash, black métal avec ARIOK et CAEEDATH.

• Vendredi 17 mai, 19 h : TAGADA JONES (punk).

• Samedi 18 mai, 19 h : pop acoustique avec EMMA PLACÉBO.

• Jeudi 23 mai, 18 h : vidéo-débat sur l'Irlande du Nord.

Des locaux pour la radio et le ML : où en est-on ?

Depuis près de deux ans, plusieurs projets d'acquisition ont été sur le point d'aboutir :

- le partage d'un immeuble d'activités avec un Centre d'aide par le travail n'a pu se faire en raison de la disproportion entre les deux acquéreurs ;
- une boutique près du métro Voltaire n'avait pas le statut de local commercial ;
- un local à la Porte-de-la-Villette présentait un grave défaut de stabilité (fissure sur un pilier de soutènement) ;

— enfin, une promesse de vente avait été signée pour une très grande cave au métro Rue-Montmartre, avec une clause restrictive permettant à la co-proprété de se prononcer sur notre candidature. Hélas, leur avis unanime s'est porté contre nous : soi-disant pour ne pas être gênés par nos activités nocturnes, en réalité par opposition à nos idées.

Les recherches vont donc se poursuivre et être orientées soit vers un local indépendant, soit vers

le partage d'un local d'activités. Mais cela nécessitera des fonds plus importants.

A ce jour, la souscription lancée en janvier 1995 a rapporté près de 238 000 F (dépôtés sur un compte bloqué) et vingt personnes se sont engagées à un prélèvement automatique. Et nous faisons encore appel à vous pour contribuer à ce projet de déménagement (chèque à l'ordre de DMC).

D'ores et déjà, merci à toutes et tous.

ELISABETH CLAUDE,
responsable de l'association DMC,
gérante légale de RL



RADIO LIBERTAIRE

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité de la Fédération Anarchiste

89.4



LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
* 8 h 30 : Lundi matin, infos, revue de presse	7 h : Rebel Reggae Musik	* 7 h 30 : Libertaire Matin, infos, revue de presse	8 h : Chansons et rendez-vous de Radio Libertaire	8 h : Micro-musique	○ * 8 h : La Rue nous appartient, informations du quartier	* 8 h 30 : Golos Trouda, la voix du travail (émission franco-russe)
10 h 30 : Mélange, musiques et actualité du spectacle	* 9 h : Femmes Libres (redifusion)	9 h 30 : Cannelle et Cerises, chansons et musiques du monde	* 10 h : Chroniques Hebdo, analyses libertaires de l'actualité	9 h 30 : Radio Cartable, la radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine	* 10 h : La philanthropie de l'ouvrier charpentier	10 h : La matinée anticléricale, avec la Libre Pensée
12 h 30 : La France est cuite, littérature et théâtre	11 h : Musiques sans frontière	* 10 h 30 : Blues en liberté	12 h : Mon Nom est Personne, l'actualité du théâtre	10 h 30 : L'Art bourgeois est la vaseline..., peintures et cinémas expérimentaux	* 11 h 30 : Chroniques syndicales, luttes et actualités sociales	12 h : Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles
13 h 30 : La Commune de Paris	12 h 30 : Wreck this Mess, cocktail de musiques radicales	* 12 h : Le Manège, théâtre, cinéma, confiture et café crème	14 h : Micro-musique	12 h : Tiens, voilà le Hallebardier, l'actualité du théâtre	* 13 h 30 : Chroniques Rebelles, débats, dossiers et rencontres	12 h : Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles
15 h : Koumbi, le rendez-vous des villages africains à Paris	* 14 h 30 : L'Idée anarchiste, textes historiques ou actuels de l'anarchisme	16 h 30 : Micro-musique	* 16 h 30 : Humeurs Noires, émission animée par Serge Livrozet	13 h 30 : Pensées à Débatte	14 h 30 : Dessous de Scène, le magazine de la chanson vivante	12 h : Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles
16 h : Les Chroniques de l'ozone, poésie, chansons et littérature avec Théophile	16 h : Petites annonces, annonces d'entraide	* 18 h 30 : Femmes Libres, femmes qui luttent, femmes qui témoignent	18 h : Si Vis Pacem, émission antimilitariste avec l'Union Pacifiste de France	14 h 30 : Bibliomanie, autour des livres	16 h 30 : Sans toit ni loi, émission sur les mal-logés	15 h 30 : Romano Lil, histoires et cultures tziganes
18 h : A rebrousse poil, actualité et revue de presse	○ 18 h : Idéaux et Débats, émission littéraire / * Chronique du nouvel ordre mondial	* 20 h 30 : Ras-les-Murs, contre la prison, actualités des luttes de prisonniers	19 h 30 : Affinités électives, infos gays et lesbiennes	16 h : Réflex, émission antifasciste	18 h : Bulles noires, bande dessinée et polar	○ 17 h : Fondu au Noir, du cinéma et des dossiers / Il y a de la fumée dans le Poste, émission sur les drogues douces animées par le CIRC
* 19 h 30 : La Mémoire Sociale, histoire du mouvement libertaire	19 h 30 : Paroles d'Associations, magazine de la vie associative et culturelle	* 22 h 30 : Traffic, rock, actualités et interviews	20 h 30 : Micro-climat, science, écologie, nucléaire	18 h : Radio Espéranto	○ 19 h 30 : 1275èmes, jazz et polar / Tribuna latino-américana	○ 18 h 30 : Echos et Hérissements d'Irlande / * Hors-Jeu, l'expression des banlieues
21 h : Ça Urge au Bout de la Scène, actualités de la chanson	20 h 30 : Radio Libertaria, réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale avec des militants de la CNT-AIT	* 24 h : Les Voyages magnétiques, musiques	* 22 h : Epsilonia, digressions musicales, musique électro-acoustique et expérimentale	* 19 h : L'Invité du Vendredi, avec la Ligue des Droits de l'Homme et l'Union Rationaliste de France	21 h : Les Gros niquent les Martiennes, science fiction	○ 20 h 30 : Les Oiseaux de la Nuit
22 h 30 : De la Pente du Carmel, la vue est magnifique	22 h 30 : Mo Bass, rap et soul			21 h : Koumbi, le rendez-vous des villages africains en France	○ 22 h : Orpheus, musique classique / Le rose et le noir, association Act-Up / Les incorrigibles, autour de la drogue / Avis de tempête, débats avec des invités	22 h : Liaisons Dangereuses, rock et livres propos.
0 h 30 : Acouphène, technoculture				22 h 30 : Rockontakt, le feeling intact, l'actualité du rock	24 h : Nuits off, topologies sonores, rock et chroniques	



Grille à jour au 16 mai 1996

* émissions animées par des militantes et militants de la FA ○ émissions quinzomadaires ○○ émissions mensuelles

Permanence : le mercredi de 18 h à 19 h 30 au siège social : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Studio : 42.62.90.51.

ASSOCIATIONS

AMIENS : CONTACT CNT-AIT
Fédération des Travailleurs de Picardie, BP 617, 80006 Amiens cedex 1.

PARIS 11^e : LA COMMUNE
A l'initiative des Amis de la Commune de Paris (46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris. Tél. : 45.81.60.54), une exposition sur La Commune de Paris se déroulera du 17 au 24 mai, de 9 h à 18 h (tous les jours), en salle des fêtes de la mairie du 11^e arrondissement, place Léon-Blum (M^o Voltaire). Entrée gratuite.

SOMPORT : RASSEMBLEMENT
Le samedi 18 mai, un rassemblement international contre l'axe routier Pau-Saragosse et le tunnel du Somport se déroulera en vallée d'Aspe, à l'initiative du collectif Alternative pyrénéenne.

VERSAILLES : PROCÈS CNT

Le mardi 21 mai, à partir de 14 h, se déroulera le procès de compagnons cénétistes qui, il y a quelques semaines, se sont affrontés aux intégristes et à la police devant la clinique du Chesnay.

Les anti-IVG également interpellés passeront au même moment en procès, aussi êtes-vous conviés à venir nombreux soutenir nos camarades de la CNT.

Ce procès aura lieu devant les 5^e et 6^e chambres du tribunal correctionnel de Versailles, 2, avenue de l'Europe.

PARIS 18^e : SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS

Une réunion publique de soutien aux sans-papiers de la rue Pajol aura lieu le mardi 21 mai, à 20 h, en salle de l'Indépendance, 48, rue Duhesme (M^o Lamarck).

PARIS 19^e : LA BONNE DESCENTE

Jeudi 23 mai, 20 h : « Journal parlé multimédia et grillades », à « La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

CALAIS ET DUNKERQUE : MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS

Des manifestations de solidarité avec les chômeurs se dérouleront à Calais, le jeudi 16 mai, à 17 h et à Dunkerque, le samedi 18 mai, à 16 h. La CNT du Nord / Pas-de-Calais (20.47.62.65) sera présente.

NIORT : POUR UN CHANGEMENT DE LA POLITIQUE DES DROGUES

L'association « Narcotic System » (bien que dissoute par la justice) vous invite à une manifestation cannabique le samedi 25 mai, 14 h, place de la Brèche, à Niort.

« Mots et Musiques » et Scalen Disques présentent
JEAN-MARIE VIVIER
lundi 20 mai - 20 h 30
au théâtre Clavel (M^o Pyrénées), 75019 Paris.
Réservations : 43.84.70.04. Entrée : 80 et 100 F.

LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
SERA FERMÉE LES 17, 18 ET 19 MAI,
À L'OCCASION DU CONGRÈS DE LA FA À TOULOUSE

SOMMAIRE

Page 1 : « Plus jamais ça ! » (suite p. 2, Non au partage de la misère et du chômage !...
Page 2 : « Plus jamais ça ! » (suite de la « une »), Le FN à l'Opéra les anars dans la rue et le PS... en rade.
Page 3 : Contre les lois racistes, Rendez-vous, Parutions, A la petite semaine : Tous dans le maquis !.
Page 4 : Une justice sous la botte, Débaptisation sauvage de la rue Alexis-Carrel à Nîmes.
Page 5 : L'évolution positive de la

Confédération générale du travail d'Espagne (suite p. 5).
Page 6 : L'évolution positive de la Confédération générale du travail d'Espagne (suite de la page 4), Soutien à Theresa Cruz injustement accusée de préméditation de meurtre.
Page 7 : Des nouveautés sur la guerre d'Espagne, « La Patagonie rebelle » d'Oswaldo Bayer, Un gala mémorable !
Page 8 : Des locaux pour la radio et le ML : où en est-on ?, la grille de RL, Associations.